

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Droits de l'enfant : pour une meilleure participation au débat public

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

LE Gabon, à l'exemple de nombreux pays dans le monde, a célébré hier la Journée mondiale des droits de l'enfant. Cette célébration marquée par la commémoration du 75e anniversaire de la création de l'Unicef et de l'an un du numéro vert (1 412) consacré aux bavures sur l'enfant, a été ponctuée par la clôture du forum des enfants ouvert le 20 novembre dernier sur le thème "le droit à la parti-

icipation de l'enfant". Dans un premier temps, après un long travail de réflexion, le collectif des enfants sélectionnés a remis à la ministre de la Justice, garde des Sceaux, Erlyne Antonella Ndembet-Damas, le rapport final des recommandations sur les droits de l'enfant. Dans ce chapelet de recommandations, ces derniers ont mis en exergue la nécessité pour les autorités locales d'assurer la pérennité des droits fondamentaux des enfants. Durant son allocution de clôture, Erlyne Antonella Ndem-

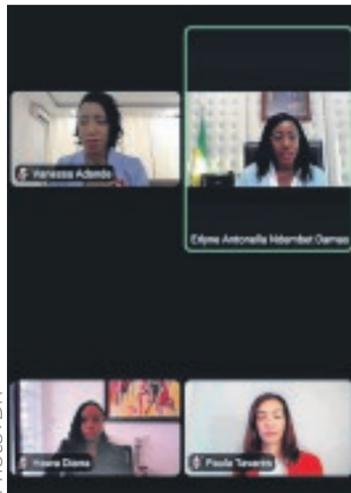


Des enfants autour de la ministre en charge des Droits de l'Homme et du représentant de l'Unicef, hier.

## Comment un pays se transforme-t-il avec et pour les femmes?

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

UN webinaire de la plate-forme "Women in Africa (WIA)" a été organisé, hier, en partenariat avec le programme gouvernemental Gabon Égalité et la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la famille (FSBO). Sous le thème "Comment un pays se transforme avec et pour les femmes?". Comme intervenants: Erlyne Antonella Ndembet-Damas, ministre de la Justice et Garde des sceaux; Hawa Diarra, présidente du comité de suivi Gabon Égalité; Paula Tavares, spécialiste principale des questions de genre à la Banque mondiale; et Olivier Gillibert, directeur chez Roland Berger. Avec la modération de Vanessa Adande, Managing Partner Ellipsis et ambassadrice de WIA au Gabon.



Une vue des panélistes du webinaire «Women in Africa» tenu hier.

Pendant une heure d'horloge, les panélistes ont relevé l'importance des réformes opérées il y a plus d'un an déjà dans le cadre de ce programme gouvernemental axé sur la réduction des inégalités homme-femme. Il s'agit, comme l'a relevé Erlyne Antonella Ndembet-Damas, du texte spécifique sur l'élimination des violences faites aux femmes, ainsi que des révisions des Codes civil

et pénal. L'implémentation de ces mesures est réelle actuellement au Gabon, avec phase d'évaluation et des projections sur le futur pour de meilleures actions. Le programme Gabon Égalité, a précisé Hawa Diarra, intègre un ensemble de paliers mettant la femme au cœur même du développement. Elle reste d'ailleurs promise à un bel avenir, car, a informé Paula Tavares, la Banque mondiale développe à son niveau, entre autres, un programme d'assistance technique pour l'équité des genres, avec des réformes pour l'égalité, accompagnées du renforcement des capacités et un soutien aux gouvernements des différents pays du monde.

bet-Damas a souligné qu'"il ne s'agit pas pour nous ici d'abandonner notre rôle d'éducateur ou d'envisager un monde où les enfants auraient le droit de faire ce qu'ils veulent sans la censure des adultes. Il s'agit seulement de les écouter, de leur donner

la parole et de nous assurer que ce que nous décidons pour eux permettra réellement d'assurer leur bien-être et leur avenir". Pour sa part, le représentant résident de l'Unicef au Gabon a précisé que "cette célébration mérite d'être soulignée en ce

XXIe siècle marqué par de nombreux efforts au niveau mondial et spécialement au Gabon pour le renforcement du cadre protecteur des enfants en général, et tout spécialement de la fille, de l'orphelin ou de l'enfant étranger".

## Santé : le gouvernement pour l'optimisation des services du CHUL et du CHUO

Prissilia M.MOUIITY  
Libreville/Gabon

LA cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, a présidé, le 23 novembre, une réunion sur le fonctionnement des Centres hospitaliers universitaires de Libreville (CHUL) et d'Owendo (CHUO). Deux des plus importants centres de soins du Grand Libreville.



La cheffe du gouvernement © présidant la réunion sur deux des principaux CHU du Grand Libreville.

Avec quelques membres du gouvernement concernés par la question et les responsables de ces CHU, la Première ministre a mené une réflexion sur l'amélioration des offres de soins et le fonctionnement des dites structures sanitaires. Les CHUL de Libreville et d'Owendo faisant l'objet de multiples plaintes de la part des populations, les plus hautes autorités se sont donc interrogées sur l'origine

des dysfonctionnements de ces hôpitaux, perceptibles notamment au niveau de l'accueil des patients et de la qualité de l'offre des soins. Le but étant, entre autres, d'y remédier mais surtout de rétablir la confiance des populations dans notre système de santé. Au sortir de cette rencontre, le ministre de la Santé, Guy-Patrick Obiang

Ndong, a déclaré : "il y a des hiatus d'ordre gouvernemental, mais d'autres d'ordre financier lié au fonctionnement de ces structures sanitaires". Avant d'ajouter : "la Première ministre a demandé l'élaboration en urgence d'un plan pour pouvoir permettre aux structures sanitaires de fonctionner de manière optimale".